



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction interministérielle de l'animation territoriale**

Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ N° 41-2026-06-12-00001

portant mise en demeure la société SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN de respecter les prescriptions réglementaires applicables à l'installation classée pour la protection de l'environnement située au lieu-dit « Les Vignes », Route de Vendôme à Savigny-sur-Braye (41360)

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

Vu le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Joseph ZIMET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2575 : « Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques... sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage » ;

Vu l'article 5.7 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé qui dispose :

« Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2008.309.7 du 4 novembre 2008 portant prescriptions complémentaires aux installations de traitement de surfaces exploitées par la société SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN à Savigny-sur-Braye ;

Vu l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2008 susvisé qui dispose :

« Ces consignes indiquent notamment : [...] la procédure permettant, en cas de lutte contre l'incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2025-08-25-00002 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

Vu le récépissé de déclaration n°18/92 du 20 mars 1992 délivré à la SARL SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Savigny-sur-Braye ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection menée le 24 février 2026 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 9 mars 2026 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier reçu par l'exploitant le 13 mars 2026 l'informant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il disposait pour formuler ses observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté de mise en demeure dans le délai de 15 jours qui lui était imparti ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- ***Aucun moyen n'est disponible pour obturer les réseaux du site en cas d'accident et éviter tout déversement dans le milieu récepteur. De ce fait, il n'existe pas de consigne de sécurité relative à l'isolement du site ;***

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 5.7 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé et de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2008 susvisé ;

Considérant que ce constat avait déjà été mis en évidence lors de la visite d'inspection précédente du 6 avril 2023 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN de respecter les prescriptions de l'article 5.7 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 et de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2008 susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure et délais de mise en œuvre

La société SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN, exploitant une activité de fabrication de serres et vérandas, située au lieu-dit « Les Vignes » Route de Vendôme à Savigny-sur-Braye (41360), est mise

en demeure de respecter l'article 5.7 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 et l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2008 susvisés en disposant d'un moyen permettant d'éviter tout déversement de matières dangereuses dans le milieu récepteur et de la consigne de sécurité correspondante, dans un **délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier du respect de cette disposition, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées :

- dans un **délai de 1 mois** : la solution retenue pour l'isolement du site, associée au plan des réseaux d'eaux du site ;
- dans un **délai de 2 mois** : le bon de commande de la solution retenue ;
- dans un **délai de 3 mois** : les éléments justifiant de la disponibilité sur site de la solution retenue, associés à la consigne de sécurité correspondante.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification – Publication

Le présent arrêté sera :

- notifié à la société SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN par lettre recommandée avec accusé de réception,
- publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant au moins deux mois.

Une copie en sera adressée :

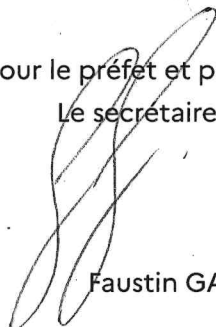
- au maire de Savigny-sur-Braye,
- au sous-préfet de Vendôme ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de Savigny-sur-Braye, le sous-préfet de Vendôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **12 JUIN 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Faustin GADEN

Délais et voies de recours en page suivante

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé au préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 Blois cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé de l'environnement - Direction Générale de la Prévention des Risques - Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 La Défense cedex

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr